

**Nous avons lu dans Le Monde du 13 novembre 2002, un article intitulé "Turquie et Europe : l'heure de vérité" signé par M. Kemal Dervis. Voici notre réponse :**

Partageant entièrement l'analyse de M. Valéry Giscard d'Estaing en ce qui concerne l'avenir de l'Europe; connaissant de très près la Turquie et la mentalité de ses dirigeants; et n'ignorant pas, en outre, que M. Dervis est un pur produit de l'école de pensée américaine; nous avons voulu répondre à cet ancien ministre de l'économie sous le précédent gouvernement et désormais recalé au rang de député de l'opposition au sein du parlement turc largement dominé par les islamistes.

1) M. Dervis se dit ému lorsqu'il cite deux jeunes femmes - une française et une allemande - qui lui auraient dit "plus jamais nous ne ferons la guerre". Certes, l'amitié franco-allemande constitue, sans nul doute, le socle fondamental sur lequel repose l'Union européenne. Mais pour se réconcilier avec les Allemands, les Français ont du renoncer à la Sarre et, à l'inverse, les Allemands ont du renoncer à l'Alsace. Or, bien que les Grecs aient renoncé dès 1923 au plateau continental anatolien, les Turcs revendiquent toujours les îles grecques de Chypre, d'Imbros, de Ténédos.

2) Selon M. Dervis, Sarajevo, Salonique et Skopje ont été pour l'Empire ottoman des centres vitaux plus importants que Damas et Beyrouth. Si l'on suit cette logique simpliste et manichéenne, les populations du Maghreb sont, en conséquence, deux fois plus Européens que les Turcs puisque pendant près de huit siècles, c'est-à-dire durant une période deux fois plus longue que celle de l'occupation des Balkans par les Turcs, Cordoue, Séville, Tolède et la Grenade étaient bien plus attractives que Tunis, Alger, Fez et Marrakech.

3) M. Dervis affirme que "l'Empire ottoman", d'origine ouralo-altaïque et de confession islamique, "est l'héritière de l'Empire romain d'Orient", d'origine européenne et de confession chrétienne. Chacun sait que l'Etat turc a l'habitude de réinventer sans vergogne son histoire au gré de ses intérêts. Mais là, M. Dervis n'a pas craint de sombrer dans le ridicule, avec tous ceux qui l'ont formé et qui lui accordent tant de crédit, avant de sombrer tout court lorsqu'il affirme sans hésiter dans les colonnes du Monde que "la Turquie est aussi européenne que les autres pays des Balkans". Lorsqu'il aura touché le fond, dans quelques années, ses héritiers affirmeront sans doute que l'Union européenne était l'héritière de l'Empire ottoman. Si ce jour là arrive, ce sera sûrement beaucoup moins drôle. Ce sera tragique !

4) L'ancien ministre turc de l'économie affirme que le revenu par tête d'habitant de la Turquie dépasse celui de la Roumanie et de la Bulgarie. M. Dervis oublie cependant de nous rappeler que la Turquie s'est engagée dans la Seconde Guerre mondiale en février 1945, à un moment où la victoire ne faisait plus guère le moindre doute. Ensuite, il occulte le fait que son pays a bénéficié de la manne financière américaine depuis 1947 et que ce pactole s'est enrichi ensuite de l'aide financière européenne. Il nous cache surtout que si les Américains sont les plus fervents défenseurs de l'adhésion de la Turquie dans l'UE, c'est tout simplement parce qu'ils souhaitent se décharger entièrement de ce fardeau financier sur les Européens. A l'inverse, les pays de l'Est ont subi, durant la même période, trois grandes épreuves : les destructions catastrophiques de la Seconde Guerre mondiale, l'inertie administrative de la gestion communiste et le choc économique de la chute du mur de Berlin.

5) M. Dervis reconnaît que l'Etat turc a effectivement commis un excès de jacobinisme, mais que cette tendance est maintenant corrigée. Il défend néanmoins cet Etat jacobin, qu'il voit comme un rempart assez efficace contre ceux qui voudraient mettre en péril la cohésion politique et territoriale de la Turquie. Ceci explique pourquoi toute tentative de démocratisation, sincère ou de circonstance, est systématiquement rejetée par les mafias politiques et provoque automatiquement l'intervention de l'armée, qui est en Turquie le véritable centre où s'exerce le pouvoir politique. Ainsi, les nouvelles lois, votées à la hâte durant l'été dernier, ont été adoptées sous la pression des partisans turcs et étrangers de l'entrée de la Turquie dans l'UE; lesquels avaient un besoin impératif de leur adoption pour dire que la Turquie s'est mise en conformité avec les critères de Copenhague. Les généraux

et une majorité de la population sont cependant opposés à la réforme de l'Etat turc, surtout en ce qui concerne les droits des minorités, spoliées de leurs biens communautaires depuis 1974.

M. Dervis nous dit enfin que son Parti (CHP, Parti unique et ultra nationaliste qui a régné sur la République turque sous Mustafa Kemal, son fondateur, et après lui durant 35 ans , avant l'adoption du multipartisme) est résolument pro européen et affirme sans rire que les islamistes, qui ont gagné les dernières élections, appuient eux aussi pleinement, dans leurs déclarations officielles, les critères de Copenhague. Ce qu'il ne nous dit pas, en revanche, c'est :

que la Turquie prétendument laïque glisse depuis déjà très longtemps vers un islamisme radical<sup>1</sup>;

que ce mouvement s'est accéléré par la faute de tous les gouvernements turcs précédents qui n'ont pas réformé à temps et suffisamment en profondeur ce pays.

Ce qu'il nous cache enfin c'est que la prochaine génération de Turcs, voire peut-être même avant ce terme, désirera donner naissance à un nouveau Pakistan (Pays des Purs), qui voudra s'étendre de l'Adriatique à l'Oural. L'Etat profond<sup>2</sup> devra cependant se battre pour éviter qu'un tel bouleversement n'arrive, sinon ses membres ne pourront plus continuer à téter plus longtemps le sein nourricier de l'Occident.

Si un tel pays est admis en Europe, avec l'importation de ses nombreux problèmes politiques, économiques, démographiques et religieux, ce sera véritablement la fin de l'Union européenne. N'est-ce pas là, in fine, ce que désirent les ennemis de l'Europe ?

Jean Sirapian

Directeur de la Lettre de l'ADL

nov-déc 2002

---

<sup>1</sup> cf. le livre de J.P. Touzanne, « L'islamisme Turc », Ed. L'Harmattan

<sup>2</sup> Les Turcs appellent « Derin Devlet » l'oligarchie (composée de militaires, magistrats et d'hommes d'affaires influents) qui dirige réellement le pays.